

Brochure n° 3130

Convention collective nationale

**IDCC : 1607. – INDUSTRIES DES JEUX, JOUETS,
ARTICLES DE FÊTES ET ORNEMENTS DE NOËL,
ARTICLES DE PUÉRICULTURE ET VOITURES D'ENFANTS,
MODÉLISME ET INDUSTRIES CONNEXES**

**AVENANT N° 46 DU 22 JUIN 2010
RELATIF À LA COMMISSION PARITAIRE NATIONALE**

*NOR : ASET1051283M
IDCC : 1607*

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux signataires rappellent l'importance du dialogue social et de la négociation collective qui en découle, afin que les adaptations indispensables aux modifications de l'environnement économique et technologique puissent tenir compte des intérêts des salariés et des entreprises.

Ils soulignent que les syndicats représentatifs sont les interlocuteurs par définition de l'employeur ou de son représentant au sein de l'entreprise ou de l'établissement.

Cela étant, conformément aux dispositions légales relatives aux entreprises ou établissements de moins de 200 salariés dépourvus de délégué syndical, ces derniers ont la possibilité de négocier et conclure des accords collectifs avec les représentants du personnel sur des mesures dont la mise en œuvre est subordonnée par la loi à un accord collectif. Cela à l'exception des accords collectifs mentionnés à l'article L. 1233-21 du code du travail.

La commission paritaire de la branche se prononce sur la validité des accords collectifs conclus avec les élus du comité d'entreprise ou d'établissement, ou avec la délégation unique du personnel, où à défaut avec les

délégués du personnel, dans le délai de 4 mois qui suit sa saisine faite dans le respect des dispositions prévues par le présent accord.

Les partenaires sociaux rappellent les objectifs et déterminent les modalités de fonctionnement de la commission paritaire, modalités qui constituent le règlement intérieur de ladite commission, lorsque celle-ci se réunit dans le cadre de l'application des dispositions des articles L. 2232-21, L. 2232-22 et L. 2232-23 du code du travail.

Article 1^{er}

Rôle de la commission

Le rôle de la commission est de contrôler, en vue de leur validation, que les accords collectifs, conclus en application des articles L. 2232-21 et suivants du code du travail, qui lui sont soumis, n'enfreignent pas les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables.

Article 2

Composition de la commission

Dans ce cadre, la commission paritaire est composée de :

- 1 représentant titulaire et de 1 représentant suppléant de chaque organisation syndicale de salariés représentative dans la branche ;
- un nombre égal de représentants des organisations professionnelles d'employeurs,

chacune des parties désignant un secrétaire en début de séance.

Les représentants des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche sont désignés par les fédérations nationales de ces mêmes organisations. Les représentants des organisations professionnelles d'employeurs sont désignés par la FJP.

Les représentants suppléants ne siègent qu'en l'absence des représentants titulaires qu'ils remplacent.

Lorsque l'un des membres de la commission fait partie de l'entreprise dans laquelle l'accord collectif soumis à validation a été conclu, ce membre ne peut siéger à la session de la commission lors de l'examen dudit accord.

Article 3

Siège de la commission

Le siège de la commission est situé à l'adresse de la FJP.

Article 4

Information aux organisations syndicales

L'information préalable prévue par l'article L. 2232-21 du code du travail relative à la décision d'engager des négociations des élus du personnel devra être adressée par l'employeur à chacune des organisations syndicales représentatives des salariés de la branche au niveau national (fédérations) dont les adresses figurent en annexe I.

Article 5

Saisine de la commission

La saisine est effectuée par l'entreprise en courrier recommandé, avec demande d'avis de réception, envoyée au secrétariat de ladite commission, accompagnée du dossier constitué des éléments prévus à l'article 6.

Article 6

Secrétariat de la commission

Le secrétariat de la commission est assuré par le collège des employeurs, qui effectue la gestion des demandes de validation en :

- accusant réception des demandes de validation, cela dès leur réception ;
- vérifiant le contenu de chaque dossier ;
- réclamant, le cas échéant, les pièces manquantes pour tout dossier incomplet ;
- adressant par courrier (papier ou mail) une copie de la demande accompagnée du dossier aux membres de la commission dans un délai minimum de 15 jours calendaires et de 1 mois au maximum avant la tenue de chaque réunion ;
- assurant la convocation à chacune des réunions ;
- rédigeant le procès-verbal de chacune des réunions ;
- notifiant les décisions de la commission, conformément aux dispositions prévues par l'article 9.

Article 7

Constitution du dossier

Le dossier doit comporter les éléments suivants :

- une copie de l'information prévue par l'article 4 du présent avenant ;
- un exemplaire de l'original de l'accord signé soumis à validation en version papier et un exemplaire en version numérique ;
- le double du formulaire CERFA de procès-verbal des dernières élections des représentants du personnel ayant conclu l'accord ;
- la copie de la lettre d'invitation aux organisations syndicales locales les informant de l'organisation d'élections au sein de l'entreprise ;

- les nom et adresse de l'entreprise ainsi que la nature de l'instance représentative au sein de laquelle l'accord a été signé et le nom des signataires.
- l'attestation de l'entreprise, signée par les représentants du personnel quant à l'application de la convention collective nationale concernée.

Dans l'hypothèse où le dossier de demande ne comporte pas l'ensemble de ces documents, le secrétariat demande, à la partie à l'accord soumis à validation qui a saisi la commission, de le compléter, cela dans un délai de 15 jours calendaires.

Passé ce délai, le secrétariat envoie la convocation à la commission, selon les modalités définies par l'article 5, accompagnée du dossier.

Article 8

Organisation du vote

Après une présentation résumée de chaque dossier, les représentants des deux collèges s'expriment, puis il est ensuite procédé au vote à main levée par collège. Le résultat du vote s'apprécie à la majorité des suffrages exprimés au sein de chaque collège.

Article 9

Décisions de la commission

Pour chaque accord qui lui est soumis, la commission paritaire de validation rend, conformément aux dispositions légales :

- soit une décision de validation ;
- soit une décision de rejet ;
- soit une décision d'irrecevabilité.

La commission rend une décision de validation dans l'hypothèse où l'accord est conforme aux dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables.

La commission rend une décision de rejet dans l'hypothèse où l'accord ne respecte pas les dispositions législatives, réglementaires ou conventionnelles applicables.

La commission rend une décision d'irrecevabilité lorsque la demande de validation ne comporte pas l'ensemble des pièces constitutives d'un dossier complet, comme prévu par les dispositions de l'article 6. Il en est de même lorsque l'accord n'entre pas dans le champ d'application de la convention collective n° 3130 du 25 janvier 1991 des industries des jeux, jouets, articles de fêtes et ornements de Noël, articles de puériculture et voitures d'enfants, modélisme et industries connexes.

Conformément aux règles posées par l'article L. 2232-22 du code du travail, le contrôle de la commission ne peut pas porter sur l'opportunité de l'accord.

Le résultat du vote ainsi que la décision de la commission sont consignés dans un procès-verbal. Ce procès-verbal est établi par le secrétariat à l'issue de chaque réunion.

Le procès-verbal est signé par les deux secrétaires.

Article 10

Notification des décisions

La décision de la commission est notifiée par son secrétariat aux parties à l'accord dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de la réunion au cours de laquelle la décision a été prise.

La décision explicite est notifiée sous forme d'un extrait de procès-verbal, d'une part, à la partie signataire qui a saisi la commission, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, accompagnée d'un original de l'accord, revêtu sur toutes ses pages du cachet de la commission paritaire, d'autre part, par lettre simple aux autres parties à l'accord.

La notification s'effectue aux adresses qui ont été communiquées à la commission lors de sa saisine.

Fait à Paris, le 22 juin 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Fédération française des industries jouet-puériculture (jeux, jouets, articles de fêtes et ornements de Noël, voitures d'enfants, articles de puériculture, modélisme et industries connexes).

Syndicats de salariés :

Fédération générale des mines et de la métallurgie CFDT ;

Fédération des cadres, de la maîtrise et des techniciens de la métallurgie CFE-CGC ;

Fédération commerce, services et force de vente CFTC.

ANNEXE

Liste des organisations syndicales

ORGANISATION SYNDICALE	FÉDÉRATION	ADRESSE	TÉLÉPHONE, FAX
FGMM CFDT	Fédération générale des mines et de la métallurgie	47-49, avenue Simon-Bolivar, 75950 Paris Cedex 19	Tél. : 01-56-41-50-70 Fax : 01-56-41-50-96
Fédération générale FO	Fédération générale Force ouvrière des travailleurs du bâtiment, des travaux publics, du bois, des carrières, des matériaux de construction, du papier-carton, de la céramique, de l'exploitation thermique	170, avenue Parmentier, 75010 Paris	Tél. : 01-42-01-30-00 Fax : 01-42-39-50-44
FNSCBA CGT	Fédération nationale des salariés de la construction, bois, ameublement	263, rue de Paris, case 414, 93514 Montreuil Cedex	Tél. : 01-48-18-80-00 01-48-18-80-01 01-48-18-80-36
CFE-CGC	Fédération des cadres de la métallurgie	33, avenue de la République, 75011 Paris	Tél. : 01-44-53-32-00 Fax : 01-44-26-94-75
CSFV CFTC	Fédération commerce, services et force de vente	251, rue du Faubourg-Saint-Martin (3° étage), 75010 Paris	Tél. : 01-44-85-73-46